

Laïdi, Zaki. *Enquête sur la Banque Mondiale*. Paris, Fayard, 1989, 358 p.

Marc Hufty

Volume 21, numéro 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702765ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702765ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Hufty, M. (1990). Compte rendu de [Laïdi, Zaki. *Enquête sur la Banque Mondiale*. Paris, Fayard, 1989, 358 p.] *Études internationales*, 21(4), 883–885.
<https://doi.org/10.7202/702765ar>

LAÏDI, Zaki. *Enquête sur la Banque Mondiale*. Paris, Fayard, 1989, 358p.

Dans le contexte de l'interminable crise de l'endettement des pays en voie de développement (PVD), une institution internationale fera de plus en plus parler d'elle : la Banque Mondiale. Jusqu'à présent, la rareté des publications en français sur la Banque a démontré un manque d'intérêt des chercheurs francophones pour cette organisation internationale. Cet ouvrage est donc le bienvenu.

Chercheur au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Zaki Laïdi nous décrit dans ses premiers chapitres les origines et les activités de la Banque Mondiale (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement). Il débute par la célèbre négociation Keynes-White de 1944 à Bretton Woods. La Banque entame ses opérations en 1946. À peine un an plus tard, le plan Marshall vient lui couper l'herbe sous le pied en Europe et elle doit se réorienter vers l'aide aux pays en voie de développement (PVD). Elle se dote au fil des années d'une structure bureaucratique complexe (6 000 fonctionnaires, son organigramme nous est donné en pages 34 et 35) et de deux institutions parallèles (Association Internationale de Développement, chargée des prêts dits «concessionnels» —sans intérêts—, et la Société Financière Internationale, prêtant aux entreprises privées). Robert McNamara, ministre de la défense de Kennedy et Lyndon B. Johnson, associé à l'intervention des États-Unis au Vietnam, préside la Banque de 1968 à 1981 (le président de la Banque est traditionnellement un citoyen des États-Unis, d'où un certain monopole anglo-saxon). Bouleversé par une visite à Calcutta, il oriente la Banque vers la lutte contre la pauvreté et lui donne une «doctrine». Ses successeurs, «papes de transition», n'auront pas son enveloppement. L'actuel président, Barber Conable, nommé sous Reagan, se fait attribuer à la Banque le quolibet de «Barber Tchernobyl»

suite à la douloureuse réorganisation interne de 1987, et de «Barber Pliable» par *The Economist*, pour sa propension à s'incliner devant les désirs de la Maison-Blanche.

L'idéologie fondamentale de la Banque reste celle de ses origines libérales : les prix du marché doivent arbitrer la politique économique des États. Elle sait toutefois s'adapter aux variations de l'environnement économique et intellectuel, ce que démontre son histoire. Ses premières décennies constituent «l'ère des projets». Ses premiers prêts, inspirés par Harrod-Domar, visent au développement des infrastructures, la croissance devant suivre automatiquement : l'échec est cuisant. La Banque tente ensuite de promouvoir la scolarisation technique des campagnes et se heurte aux parents qui préfèrent voir leurs enfants faire les classes supérieures plus prestigieuses. Devant l'urbanisation galopante, elle s'intéresse aux villes : ses projets «glissent» systématiquement. Elle voit alors l'issue chez les paysans et les aborde avec des projets «intégrés»... lorsque vus de Washington. La réalité sur le terrain est tout autre : ces projets rencontrent une forte résistance, en apparence culturelle, mais en réalité rationnelle : les paysans savent mesurer les risques commerciaux. En outre, l'action de la Banque renforce la mainmise des États sur un paysannat jusqu'alors relativement indépendant, lui imposant un contrôle politique et une intégration désarticulée dans les mécanismes du marché. En somme, «l'ère projets» présente donc des résultats mitigés.

Depuis 1982, la Banque Mondiale accorde de plus en plus de prêts d'ajustement structurel (PAS), destinés non plus à des projets précis, mais à des programmes de réformes macro-économiques, une évolution radicale. Ce type de prêts représentait, en 1989, 25 % des montants alloués par la Banque. Avec les graves problèmes de financement que connaissent les PVD, la Banque impose des conditions de plus en plus restrictives. Seuls les grands pays, dotés

d'une administration publique de haut niveau, peuvent résister à la puissance de la Banque, faite de «son monopole de l'information économique, du contrôle des programmes d'investissement, de l'alliance avec le Fonds Monétaire International (FMI) et de son influence sur les aides publiques au développement (APD) occidentales». Les petits pays doivent céder ou ruser. À défaut de pouvoir modifier la conjoncture internationale, elle impose, parfois avec justesse mais parfois sans discernement, des réformes internes drastiques.

L'évolution des idées à la Banque est détaillée dans les chapitres cinq et six. Elle passe de l'influence keynésienne, à celle des structuralistes, puis des néo-libéraux. On y retrouve les grands économistes du développement, avec en particulier Bela Balassa. Cet économiste néo-libéral devient progressivement le «gourou» de la recherche macro-économique à la Banque. Avec l'échec des stratégies d'industrialisation par substitution des importations (ISI), sa vision s'impose : les PAS s'orientent vers un modèle où l'État se dégage du marché et les pays s'ouvrent vers l'extérieur. L'unanimité ne règne cependant pas entre les différentes sections administratives de la Banque, ce qui résulte en la publication de rapports aux conclusions contradictoires. Laïdi nous introduit dans ces luttes byzantines par des fonctionnaires qu'il fait parler sous le couvert de l'anonymat. On nous présente des macro-économistes s'opposant aux agronomes de terrain et de jeunes loups bureaucratiques se faisant une concurrence féroce pour grimper dans la hiérarchie. Ces mêmes informateurs nous apprennent au fil des pages l'impréparation technique de certains projets et leur incohérence par suite de compromis entre les sections de la Banque, avec les autres bailleurs de fonds (APD) et avec les contraintes locales (fonds détournés, budgets militaires intouchables, clientélisme, instabilité politique).

Cette implication croissante de la Banque dans les PAS ne va pas sans heurts avec le FMI : officiellement sereines, leurs relations se sont en fait détériorées. Le Fonds reçoit à présent plus d'argent qu'il n'en verse aux PVD et est perçu négativement dans de nombreux pays où la Banque peut passer pour le «good guy» du scénario. Grâce à l'importance de ses ressources humaines et financières, elle est en passe, suggère Laïdi, de prendre le leadership de la gestion de la crise de l'endettement et de l'allocation des ressources financières internationales aux PVD. Elle donne désormais le signal aux banques commerciales et aux donneurs bilatéraux. Dans certains pays, elle siège aux réunions du cabinet ministériel. Elle prend en outre une importance croissante sur le marché des capitaux. Elle est une banque avec une cote enviée de AAA chez Standard and Poor's et le premier emprunteur non étatique au monde. Ses prêts se montaient à 19,1 milliards de dollars en 1988 (BIRD et AID).

Si le titre interpelle et suggère la polémique, l'«Enquête» tient à la fois de l'ouvrage universitaire et de l'essai. Écrit d'un style vif assorti d'«apartés» plus techniques, le texte est enrichi de nombreux clins d'oeil littéraires ou historiques et agrémenté d'anecdotes. Laïdi verse cependant parfois dans la caricature à force d'expressions qu'il veut imagées (par exemple : «La procédure du rééchelonnement qui était une procédure d'exception rentre elle-même en crise. C'est un peu comme si le pavillon encombré des urgences d'un hôpital «refusait du monde». (...) Les blessés agonisent sur le bas-côté de la route et les créanciers qui les croisent à vive allure n'encourent aucune verbalisation pour refus d'assistance à personne en danger», p. 255). On excuse volontiers ces débordements que l'on sent destinés à garder l'attention du lecteur, ce qui, dans un ouvrage sur un sujet parfois lourd, est en soi une réussite (on lui pardonne d'autant plus qu'il nous enrichit de deux néologismes : «désinflation»

pour déflation, p. 248, et «factibilité» pour faisabilité, p. 25).

Pardonnons-lui aussi quelques erreurs attribuables peut-être à la hâte de terminer son ouvrage, bien qu'il soit «le fruit de plusieurs années de recherche»: en p. 14, les chiffres donnés pour les principaux actionnaires sont incomplets; la traduction approximative du texte des pages 151 et 152, et l'absence du nom de l'auteur (P. Meller), bien que la source soit mentionnée (*Cepal Review*); en p. 153, le texte nous fait croire que la Banque recherche «le déficit de la balance des paiements» alors qu'on devrait y lire «la correction du déficit...»; en p. 154, une partie du tableau original de P. Mosley a disparu; les quatre pays de la légende du tableau p. 251 deviennent cinq quelques mots plus tard; l'exemple des pages 256 à 258 n'est pas convaincant puisqu'il arrive à un total inférieur au point de départ, et ne stimule donc toujours pas d'échange!

Si un travail d'édition de qualité a été fait, il souffre toutefois de certaines lacunes, dont l'imprécision systématique de la source des tableaux («Banque Mondiale»). La bibliographie, absente, n'est que partiellement compensée par les notes. Il aurait été en outre souhaitable de trouver un index général et une annexe indiquant les montants prêtés par pays et par années. Il est en effet difficile de se faire une idée juste de l'implication de la Banque dans les différentes parties du monde avec les éléments que nous donne l'auteur. Il multiplie les exemples, mais africains surtout. Est-ce dû au marché visé par le livre, à l'implication plus importante de la Banque envers ce continent ou à l'intérêt particulier de la France pour ses anciennes colonies? Cet aspect, la relation Banque-Afrique francophone-France («seule puissance en dehors des États-Unis à avoir un positionnement (*sic*) original face à la Banque») fait d'ailleurs l'objet d'un chapitre entier, le dernier, dans lequel nous sont racontés les dessous de l'aide à l'Afrique. Les

pays asiatiques et latino-américains s'en trouvent quelque peu négligés.

Ces absences nuisent à la rigueur de l'ouvrage et nous poussent à penser que nous avons entre les mains la version grand public d'un travail plus scientifique. Cela ne lui enlève pas ses qualités, cette version peut être considérée comme une excellente introduction à la complexité d'une bureaucratie «pour la bonne cause» et aux marchandages auxquels se livre la «communauté de l'aide internationale». Un ouvrage certes intéressant, mais avec des limites que le lecteur plus exigeant devra dépasser.

Marc HURTY

Étudiant au doctorat IUHEI, Genève

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

DOBKOWSKI, Michael N. et WALLIMANN, Isidor. *Radical Perspectives on the Rise of Fascism in Germany, 1919-1945*. New York (N.Y.), Monthly Review Press, 1989, 334p.

Tous ceux qui sont intéressés par les théories historiques ou les analyses politiques relatives au fascisme allemand se doivent de lire cet ouvrage. Il contient douze articles qui couvrent des sujets très divers et sont rédigés par un ensemble de spécialistes de plusieurs pays: Grande-Bretagne, Australie, Allemagne et États-Unis. Le livre est divisé en trois parties qui traitent respectivement d'histoire et de théorie, des leçons à tirer de l'histoire et de révisionnisme historique. D'après les éditeurs, on peut classer les articles par catégories: ceux qui analysent les alliances entre classes sociales qui ont soutenu le fascisme, ceux qui portent un